

Madagascar : à la découverte d'un pays, d'une culture, et de soi-même

Comment décide-t-on de partir en mission avec le Défap ? Les motivations peuvent être nombreuses, les facteurs déclencheurs multiples... Une chose est sûre : c'est une aventure dont les envoyés du Défap sortent transformés. Et qui aura des implications à long terme dans leur vie personnelle, professionnelle, ou spirituelle. Rencontre avec Mahieu Ramanitra, envoyé en tant que VSI durant l'année 2017-2018. Il a travaillé au sein du département Éducation de la direction nationale des écoles de la FJKM ; et il est parti à la recherche des racines de la famille de son grand-père à Madagascar.



Mahieu Ramanitra dans le jardin du Défap, à Paris, après son retour de mission © Défap

Quelles étaient vos motivations pour partir en mission à Madagascar ?

Mahieu Ramanitra : Les motivations pour partir, ce n'est

jamais simple ; c'est un ensemble... Je faisais une pause dans mes études. J'ai fait trois ans de prépa littéraire avant d'intégrer l'École Normale Supérieure (ENS) de Lyon en Master Lettres Modernes. J'étais en année de césure entre M1 et M2. Pendant mon année de Master 1, j'avais été sensibilisé à la situation de réfugiés arrivés en France : j'avais donné des cours de FLE (Français Langue Étrangère) via une association étudiante, [Itinerens](#), qui s'était montée suite à l'arrivée de migrants, pratiquement au moment où j'intégrais l'ENS. Je m'étais aussi rapproché d'une autre association, [Terre d'ancrages](#), qui apporte un soutien matériel et scolaire à des migrants.

Outre cette ouverture, j'avais ce vieux rêve d'aller à Madagascar. Mes parents m'avaient toujours promis de m'y emmener. Finalement, j'ai pris les devants... J'ai toute une partie de ma famille, du côté d'un de mes grands-pères, qui vit encore là-bas. C'est de lui que je tiens mon nom, «Ramanitra», typiquement malgache. Ce grand-père avait une dizaine de sœurs qui ont eu des enfants : j'ai donc aujourd'hui une nombreuse famille à Madagascar. Ça représente dans les 70 personnes auxquelles je suis directement apparenté. Ce voyage a été pour moi l'occasion de renouer des liens, de participer à tout un rassemblement familial... Mon séjour s'est articulé entre ma mission pour le Défap, la découverte de ma famille malgache que je ne connaissais pas, et la découverte de l'île.

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [Madagascar : les incertitudes de l'entre-deux-tours](#)
- [Madagascar : nourrir, accueillir, accompagner](#)
- [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

Comment s'est déroulée votre mission ?

Mahieu Ramanitra : Avant de prendre contact avec le Défap, j'avais envisagé de débarquer directement à Madagascar ; et une fois là-bas, de travailler comme bénévole dans une association. J'avais déjà à cœur d'aider mon prochain... Puis, un cousin m'a parlé des missions que proposait le Défap à Madagascar. J'ai pu partir en ayant le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale) au cours de l'année 2017-2018. J'ai travaillé au sein du département «Éducation» de la direction nationale des écoles de la FJKM (l'Église de Jésus-Christ à Madagascar).

Ma fiche de poste me laissait une grande latitude ; j'ai vraiment défini les contours de ma mission une fois sur place. C'est une liberté qui peut parfois désarçonner, mais qui me convenait très bien. Dans un premier temps, j'ai travaillé surtout en renforcement de l'équipe de la direction des écoles de la FJKM. Je m'occupais principalement de la coordination de projets, de réunions ; j'assistais souvent la directrice, par exemple lors de formations ponctuelles ; j'ai aussi participé au lancement d'une revue et d'un site internet... J'ai même eu l'occasion de travailler sur un discours pour le président de la FJKM.

Dans un deuxième temps, j'ai travaillé davantage sur la formation des enseignants. Ce qui m'a donné l'occasion de sillonner tous les pourtours de l'île à l'occasion de diverses sessions... J'ai travaillé notamment avec le pôle «Formation continue», qui est financé par [DM-échange et mission](#), l'équivalent suisse du Défap. Ces sessions étaient préparées à chaque fois par les directeurs régionaux, qui rassemblaient tous les enseignants disponibles sur deux journées, l'une consacrée aux écoles primaires, l'autre au secondaire.

Que retirez-vous de votre séjour à Madagascar ?

Mahieu Ramanitra : J'en ai retiré beaucoup de choses pour mes

études : en matière de pédagogie, dans mon travail sur la langue, l'interculturel ; et aussi sur la communication non-violente. Sur le plan personnel : je sais comment prononcer mon nom à la manière malgache ; je me suis découvert une nouvelle famille, que je ne connaissais pas... J'ai découvert toute la richesse de ce socle culturel que partagent tous les Malgaches, notamment dans le domaine de la musique et des chants. Ma vision du monde et mes réflexions personnelles aussi ont évolué : sur la question de la pauvreté, par exemple... Je me suis souvent fait la réflexion que le contraire de la pauvreté n'est pas la richesse, mais la dignité. Même chose sur les questions de non-violence, de démocratie, ou encore d'écologie.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

«Nous ne pouvons pas rester entre nous»

Deuxième volet des entretiens réalisés par Campus Protestant avec Jean-Luc Blanc, Secrétaire général du Défap : cette semaine, gros plan sur le projet d'une théologie interculturelle. «Dans toutes nos Églises, souligne-t-il, il y a aujourd'hui des gens qui ont du mal à « accrocher » avec notre manière de vivre la foi.

Il y a tout un travail à faire pour mieux pouvoir communiquer». Ce qui peut passer par la théologie, qui a déjà connu de profondes transformations dans l'histoire récente : après la période de la propagation d'une manière de penser et d'une théologie homogènes, est venue celle des réflexions théologiques culturellement marquées – théologies latino-américaine, asiatique, africaine... Désormais, estime Jean-Luc Blanc, «il me semble que nous pouvons mettre en dialogue ces différents courants...»

Retrouvez également cet entretien sur le site de [Campus Protestant](#).

Réalisation : Jean-Luc Mouton, pour [Campus Protestant](#).

Attentat en Égypte : communiqué commun des institutions protestantes françaises

En Égypte, la communauté copte a été de nouveau visée par un attentat. Sept fidèles ont été tués et de nombreux autres blessés sur la route du monastère de Saint-Samuel, le vendredi 2 novembre, quand des hommes armés ont ouvert le feu sur leur bus. L'attaque a été revendiquée par le groupe État islamique (EI). Dans un communiqué commun, le Défap, l'Action Chrétienne en Orient, la Fédération protestante de France, l'Église protestante unie de France, l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, dénoncent «le fanatisme et l'extrémisme meurtrier» à l'origine d'un tel acte, qui «nous engage à soutenir toutes les initiatives visant à la paix et à l'égalité entre les communautés religieuses d'Égypte».



Le lieu de l'attaque, dans la province d'al-Minya (DR)

« Nous voulons adresser toute notre compassion, notre solidarité et nos prières aux familles et aux chrétiens égyptiens touchés par le nouvel attentat qui a fait vendredi dernier sept victimes et de nombreux blessés au sein de la communauté copte.

Pour aller plus loin :

- [Égypte : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [Téléchargez le texte de ce communiqué en pdf](#)

Le fanatisme et l'extrémisme meurtrier du soit disant État islamique ont encore une fois visé des chrétiens de la province d'al-Minya alors

qu'ils se rendaient en pèlerinage au monastère d'Anba Samuel.

Cet acte horrible nous révolte et nous engage à soutenir toutes les initiatives visant à la paix et à l'égalité entre les communautés religieuses d'Égypte. Ainsi nous nous réjouissons de la conférence pour la paix qui s'est tenue au Mont Sinaï les 18 et 19 octobre derniers et qui a réuni les différentes autorités civiles et religieuses du pays autour du thème *Ici nous prions ensemble*.

C'est dans cette lutte pour la tolérance et dans l'espérance de la victoire de la vie sur les forces de mort que nous encourageons nos frères et nos sœurs d'Égypte à garder courage et confiance. »

Le 7 novembre 2018

M. François Clavairolly, président de la Fédération Protestante de France

Mme Emmanuelle Seyboldt, présidente du Conseil national de l'Église protestante unie de France

M. Christian Albecker, président de l'Union des Eglises Protestantes d'Alsace et de Lorraine

M. Joël Dautheville, président du DEFAP, service protestant de Mission

M. Albert Huber, président de l'Action Chrétienne en Orient



Pour l'État islamique, toutes les croyances autres sont des cibles

Le groupe jihadiste État islamique prône une version extrême du salafisme, courant fondamentaliste de l'islam sunnite prônant un retour aux pratiques de l'époque du prophète Mahomet et de ses premiers disciples, qui l'amène à s'attaquer non seulement aux fidèles des autres religions, mais aussi à ceux d'autres branches de l'islam considérées comme hérétiques. L'État islamique a ainsi revendiqué une série d'attentats contre la communauté copte d'Égypte. Le soufisme, courant ésotérique de l'islam, est accusé pour sa part d'hérésie et de polythéisme, de fait de son recours à l'intercession des saints morts. L'État islamique condamne aussi ce qu'il qualifie d' »innovations » : rites et prières des soufis non prescrits à l'origine par le prophète Mahomet.

Madagascar : nourrir, accueillir, accompagner

Après un tour d'horizon des enjeux et des conditions de la présidentielle malgache, présentation d'un des projets soutenus par le Défap : l'accueil périscolaire des sœurs de Mamré, à Tananarive. Il fait partie des projets tournant autour de l'éducation où travaillent des envoyés du Service protestant de mission. Le point à travers cet article du pasteur Enno Strobel, responsable du service mission de l'UEPAL (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine), publié dans le dernier numéro de L'Église missionnaire.



*Envoyée du Défap à l'accueil périscolaire des
sœurs de Mamré, à Tananarive © Enno Strobel pour
L'Église missionnaire*

Ambavahadimitafo, quartier sur une des 12 collines de Tananarive, capitale de Madagascar. Situé à proximité du palais de la reine, célèbre emblème de la ville, il y a de l'ombre et de la lumière : une population plutôt «bourgeoise» vivant à côté de personnes extrêmement pauvres.

Il y a une vingtaine d'années, une institutrice de l'école primaire publique du quartier vient voir ses voisines, les sœurs de Mamré, communauté de diaconesses proches de la FJKM (Église réformée de Madagascar). Depuis un certain temps déjà, elle avait remarqué que les enfants avaient l'air de plus en plus fatigués, comme éteints, et ceci pendant les cours et à la récréation. Suite

à cela, elle va visiter les familles des enfants, qu'elle trouve dans des situations désastreuses. Elle découvre que bon nombre d'enfants n'a pas un repas par jour, que 7 ou 8 personnes vivent dans des espèces de baraques de 3m². Que faire ?

La première nécessité : nourrir les enfants, pour qu'ils aient la force d'être réceptifs à l'école. L'amorce d'une cantine scolaire est vite donnée. Les sœurs s'engagent à organiser les repas. La paroisse FJKM les soutient, entre autres, en leur mettant à disposition une maison. Aujourd'hui, une centaine d'enfants reçoivent un repas chaud par jour. Ils sont bien plus à en avoir besoin. Pourtant, c'est bien plus qu'une goutte d'eau dans l'océan !

Investir dans l'éducation pour un avenir meilleur

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [Madagascar : d'une élection à l'autre](#)
 - [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

Or, la nourriture seule ne suffit pas pour sortir de l'impasse d'une couche sociale vivant aux limites existentielles en permanence. L'appartenance à cette couche est quasiment bétonnée par le système d'éducation nationale : l'enseignement primaire se fait en malgache, le secondaire en français, sans parler des études supérieures. Mais qui maîtrise suffisamment la langue française pour réussir les examens exigeants donnant accès au secondaire ? Les familles aisées, lettrées. Celles qui se promènent en 4x4. Pas les enfants du chauffeur de taxi qui conduit une 4L des années 70, qui tombe régulièrement en panne d'essence, parce qu'il ne peut acheter que 2-3 litres de carburant à la fois avec ce qu'il a dans sa caisse (1).

Pour cela, la cantine scolaire devient accueil périscolaire. Deux jeunes services civiques français envoyés par le Défap y sont engagés, à côté d'un animateur malgache (ancien bénéficiaire de la structure) et du cuisinier : aide aux devoirs, améliorer le niveau de français de manière ludique, un peu de loisirs et de distractions, avant de rentrer «à la maison».

Madagascar est un des pays les plus pauvres du monde. La détresse est criante, où que vous alliez. Comme dans beaucoup d'autres pays de

l'hémisphère sud, ce ne sont pas les moyens qui manquent (terres précieuses, pétrole etc.), mais ils sont dévorés par la corruption et l'enrichissement des dirigeants politiques et économiques du Nord et du Sud. Il ne reste plus grand-chose pour le peuple. Son avenir lui est confisqué. Pourquoi il ne se lève pas pour réclamer ses droits et ses biens ? Parce que la base de toute capacité de résistance à ce niveau est l'éducation, la formation, le savoir nécessaire qui donne l'estime de soi nécessaire pour montrer du doigt l'injustice, pour se défendre. Investir dans l'éducation et le bien-être de ces enfants est investir dans un avenir meilleur. Goutte à goutte on remplit la cuve !

L'UEPAL soutient la structure aussi via La Cause (projet n° 2018.17 du «carnet de solidarité»).

Enno Strobel pour L'Église missionnaire

1) Le revenu moyen à Madagascar est de 39 euros, le SMIC s'élève à 20 euros. Un litre de carburant coûte 1 euro.

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

Madagascar : d'une élection à l'autre

Cette semaine, gros plan sur Madagascar, en pleine élection présidentielle. Le Défap y soutient, notamment à travers ses envoyés, des projets qui tournent essentiellement autour de l'éducation. Quels sont les enjeux du scrutin en cours ? Que peuvent en attendre les Malgaches ?



*Vue de Tananarive © Franck Lefebvre-Billiez,
Défap*

D'une présidentielle à l'autre, on retrouve la même pléthore de candidats à Madagascar : au premier tour en 2013, ils étaient 34. Pour cette année 2018, 36. Une diversité qui reste surtout de façade : la campagne est dominée de manière écrasante par quelques favoris, tous d'anciens présidents, tous disposant de moyens financiers colossaux, capables de déplacer des foules et de remplir des stades... sous le regard largement indifférent de la très grande majorité des Malgaches, qui n'envisagent le scrutin qu'à l'aune des troubles possibles, mais n'en espèrent rien. En 2018 comme en 2013, Madagascar reste l'un des États les plus pauvres du monde : il occupe le quatrième rang du classement des pays qui produisent le moins de richesses par rapport à sa population, avec un PIB par habitant de 424 dollars. Un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'un retard de croissance et Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. L'écrasante majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté absolue de 2 dollars par jour.

Si la situation de l'île a évolué depuis 2013, c'est un changement qui est beaucoup plus visible au niveau des grands indicateurs économiques que dans le quotidien des Malgaches. Le scrutin de 2013 avait représenté une forme de normalisation après plusieurs années d'une crise politique qui s'était traduite par un retrait des bailleurs de fonds internationaux, plongeant l'économie du pays dans un profond marasme. Depuis le retour à l'ordre constitutionnel, le taux de croissance a rebondi, dépassant les 4% contre une moyenne de 2,7% durant la crise de 2009 à 2013. Mais la Grande Île reste très exposée aux aléas climatiques : en 2017, le secteur agricole, principale source de revenus pour une population qui reste à plus de 80% rurale, a subi les effets des catastrophes naturelles. Conséquence : une pénurie de riz, avec une inflation qui a atteint les 9% en décembre 2017, soit la hausse des prix la plus élevée en sept ans. Si les candidats à la présidentielle promettent monts et merveilles, pour les Malgaches, se nourrir reste trop souvent la première

préoccupation. L'éducation vient loin derrière, et le système éducatif malgache est en outre terriblement inégalitaire ; or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation, et notamment de l'enseignement du français, sésame indispensable pour accéder à des études secondaires, voire supérieures.

«Épargnez-nous une nouvelle crise»

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
 - [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

L'élection présidentielle actuelle est organisée quelques mois après une crise politique qui a fait deux morts. L'opposition dénonçait la volonté du président de la museler. Un gouvernement

d'union nationale a été mis en place en juin et permis d'apaiser la situation politique. Depuis, le président Hery Rajaonarimampianina a démissionné, comme le prévoit la Constitution du pays, afin de se consacrer à sa campagne électorale ; il l'a largement axée sur son bilan, évoquant des constructions de routes et d'écoles, tentant de se démarquer des autres candidats en revendiquant son respect de l'ordre constitutionnel. Il est vrai que les deux autres favoris, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, semblent poursuivre par meetings interposés leur guérilla qui s'était traduite par la démission forcée de Ravalomanana en 2009, lors d'un coup de force de l'armée après de violentes manifestations de rue inspirées par le maire d'alors de la capitale, Andry Rajoelina. Mais plus que ces arguments de campagne, ce qui semble devoir départager les candidats, c'est l'argent investi en émissions, meetings, affiches... Andry Rajoelina dispose ainsi d'une force de frappe importante avec sa propre chaîne de télévision, la chaîne Viva, qui diffuse 24h sur 24 et emploie plus

d'une centaine de salariés. Marc Ravalomanana dispose aussi de moyens télévisés, quoique plus modestes, avec MBS : la chaîne, qui emploie une trentaine de salariés, a repris sa diffusion il y a quelques mois après avoir été fermée lors de la crise de 2009. Loin derrière, un autre grand ancien de la politique malgache, Didier Ratsiraka, tente aussi de se faire entendre. Au cours de ses deux périodes à la tête de l'île (1975-1993 et 1997-2002), il a alterné socialisme à la malgache et libéralisation, avant d'être contraint à céder le pouvoir par Marc Ravalomanana lors d'élections présidentielles dont le second tour n'a jamais eu lieu...



Un pays qui reste à plus de 80% rural : maisons traditionnelles malgaches © Défap

À Madagascar, il n'existe pas de règle d'équité dans la communication politique lors des campagnes électorales. Celui qui a le plus de moyens pour se faire entendre a donc de bonnes chances d'être élu. En témoigne une étude de la fondation allemande Friedrich Ebert, financée par l'Union européenne, qui a ressurgi en pleine campagne : bien que datée de 2016, elle a eu un fort retentissement il y a quelques mois sur les réseaux sociaux. Elle chiffrait le

coût de la campagne de Hery Rajaonarimampianina en 2013 à 43 millions de dollars, ce qui faisait de lui le candidat ayant dépensé le plus d'argent par vote obtenu, soit 21,5 dollars par voix. À titre de comparaison, Donald Trump n'avait dépensé «que» 12,6 dollars par voix obtenue lors de la présidentielle américaine, et François Hollande 1,21 dollar lors de la présidentielle française... Aujourd'hui encore, la disproportion des moyens est telle que dans les parties les plus enclavées de l'île, une bonne partie de la population ignore tout simplement l'existence de la majorité des candidats, croyant que le scrutin se jouera entre deux prétendants.

Le point commun entre les quatre favoris est ainsi qu'ils ont tous constitué de véritables trésors de guerre à l'époque où ils étaient au pouvoir. Derrière, les autres se battent pour exister, entre sous-représentation médiatique et aléas d'un système électoral gangréné par la corruption. Jusqu'à la veille de l'échéance

électorale, 27 candidats ont fait le siège de la Haute Cour constitutionnelle (HCC), pour contester la validité des listes électorales et demander un report du vote. Avec tous les risques d'une nouvelle crise, dénoncés à quelques jours du scrutin par Ketakandriana Rafitoson, directrice de Transparency International à Madagascar : «Si l'on veut éviter les malversations, il ne reste plus qu'un moyen : couvrir l'ensemble des bureaux de vote par des observateurs citoyens bénévoles. S'ils n'ont pas informatisé à 100% le système, c'est pour mieux manipuler les choses. C'est un appel qu'on lance : par pitié, épargnez-nous une nouvelle crise.»

Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

Solidarité avec Haïti après le séisme du 6 octobre

Un bilan toujours provisoire de 17 morts et près de 350 blessés, des milliers de bâtiments endommagés dont des écoles, des hôpitaux, des églises... Depuis le séisme du 6 octobre qui a frappé le Nord-Ouest d'Haïti, le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter d'évaluer les besoins sur place. Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi : elle sera consacrée à Haïti

et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.



Une vue des dégâts dans une école de Gros Morne © FEPH

La première secousse, de magnitude 5,9, s'est produite au soir du samedi 6 octobre ; et depuis les répliques se succèdent au Nord-Ouest d'Haïti, aggravant les premiers dégâts et ravivant tous les traumatismes du tremblement de terre de 2010. Le ministère de l'Intérieur haïtien a fait état mardi de 17 morts et près de 350 blessés, dont 9 morts dans la ville côtière de Port-de-Paix, la plus proche de l'épicentre, et 7 dans la commune de Gros Morne, plus au sud, du côté de l'Artibonite. Les dégâts sur les constructions et les infrastructures sont

très importants : des centaines de maisons détruites, des milliers plus ou moins gravement endommagées ; mais aussi des écoles, des hôpitaux, des églises... Au cours des heures qui ont suivi la première secousse, nombreux ont été ceux qui ont préféré dormir à l'extérieur, dans des campements de fortune, par crainte de voir les bâtiments s'effondrer.

La «peur du béton»

Pour aller plus loin :

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)
- [Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti](#)

Le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter de recenser les besoins sur place. Dès le dimanche matin, une équipe du bureau central de la FEPH a quitté Port-au-Prince pour procéder à une première évaluation. Elle était composée

de Christon Saint-Fort, directeur exécutif, de Joël Hilaire, officier de projets et d'Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats. Elle s'est rendue en compagnie des équipes régionales dans les communes de Gros Morne, de Port-de-Paix et de Saint-Louis du Nord, les trois villes les plus affectées par le tremblement de terre. La FEPH, grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.



Bâtiment endommagé par le séisme © FEPH

Au niveau des seuls établissements scolaires, la FEPH fait état de 34 écoles endommagées à Gros Morne, huit à Port-de-Paix et une école à Saint-Louis du Nord, et évoque le besoin d'un appui psycho-social dans les communautés scolaires. Surtout, son rapport décrit une population traumatisée. «Si l'on ne peut pas parler de crise humanitaire majeure, de nombreux besoins sont existants et justifiés suite à cette catastrophe. Les zones visitées étaient déjà dans une situation vulnérable avant le tremblement de terre, ce dernier ne fait

qu'aggraver la situation. Sur le chemin, nous avons croisé de nombreuses familles avec des enfants qui quittaient la région. Dans les rues, on observe aussi de nombreuses familles avec enfants, en sacs à dos, cherchant à quitter la ville. Les familles qui restent, quant à elle, sont rassemblées à l'extérieur dans la rue. Elles se sentent plus en sécurité devant leurs maisons, il y a une réelle «peur du béton». Donc, aucun camp de sinistrés ni d'abri provisoire n'a été remarqué. (...) N'oublions pas que nous sommes en pleine saison des pluies et que l'infiltration peut aggraver les dommages. (...) À ce jour, toutes les écoles des zones sinistrées sont fermées même si aucune décision ministérielle n'a été prise dans ce sens.»

**Une réunion d'urgence du
comité Solidarité
protestante**



L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins © FEPH

Les infrastructures hospitalières se sont révélées insuffisantes pour faire face à l'afflux des victimes à soigner. «L'hôpital Béraca à Port-de-Paix», n'ayant «subi aucun dégât majeur (...) est le seul hôpital de la région à pouvoir recevoir les nombreux blessés», indiquait dimanche soir Jean-Claude Raynaud, de la Mission Biblique. Et les secousses ayant été ressenties jusqu'à Port-au-Prince, c'est toute la population haïtienne qui vit désormais dans l'angoisse et le souvenir du tremblement de terre de

2010, qui avait fait alors plus de 230.000 morts. «La panique est générale, nationale, même si les dégâts sont enregistrés surtout dans les départements du Nord-Ouest et du Nord», commentait, également dimanche soir, Fritz Bissereth, directeur d'ADRA-Haïti.

Outre la mobilisation des partenaires de la Plateforme Haïti, une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi à Paris : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Un prix Nobel de la paix pour Denis Mukwege, «l'homme qui répare les femmes»

Gynécologue devenu un symbole de la lutte contre les violences faites aux femmes, Denis Mukwege est avant tout un protestant convaincu, qui puise la force de son engagement dans ses convictions ; et c'est précisément pour parler du rôle et de l'engagement des Églises protestantes au sein de la société congolaise, qu'il avait reçu en mars dernier Jean-Luc Blanc, du Défap, dans son hôpital à Bukavu.



***Denis Mukwege en compagnie de Jean-Luc
Blanc à Bukavu © Défap***

Voilà plusieurs années que Denis Mukwege était pressenti pour le prix Nobel de la paix. Il avait déjà reçu entre autres le prix des droits de l'homme des Nations unies en 2008, le prix Sakharov en 2014 : autant de marques de reconnaissance internationale pour le combat de

«l'homme qui répare les femmes». Ce vendredi 5 octobre à Oslo, le prix Nobel de la paix 2018 a été attribué conjointement au docteur Denis Mukwege et à Nadia Murad : le gynécologue qui dénonce inlassablement les viols et les mutilations sexuelles au Congo, et l'ancienne esclave sexuelle de Daesh. Deux symboles des violences faites aux femmes lors des conflits. «Denis Mukwege et Nadia Murad ont tous les deux risqué personnellement leur vie en luttant courageusement contre les crimes de guerre et en demandant justice pour les victimes», a souligné Berit Reiss-Andersen, présidente du comité Nobel.

Dans son hôpital Panzi, à Bukavu, qu'il a fondé et qu'il dirige, Denis Mukwege prend en charge les femmes ayant subi des viols collectifs, sur les plans médical, psychologique et spirituel ;

et en-dehors, dans son pays et tout particulièrement sur la scène internationale, il dénonce les violences dont elles sont victimes, le viol et les mutilations faisant partie des armes de guerre dans l'Est de la République démocratique du Congo. Cette dénonciation inlassable a donné lieu à plusieurs livres et à deux films, dont le plus connu date de 2015 : «L'Homme qui répare les femmes : La Colère d'Hippocrate», de Thierry Michel et Colette Braeckman.

«Dépasser l'inégalité entre hommes et femmes dans les Églises»

Pour aller plus loin :

- [RDC : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Le président de l'Église du Christ au Congo à la rencontre des protestants de France](#)
- [RD Congo : l'appel du pasteur Bokundoa à «nos frères et sœurs protestants»](#)
- [RDC : déclaration de l'Église du Christ au Congo](#)
- [Les protestants de France solidaires de la RDC : la recommandation de l'AG de la FPF](#)
- [RDC : les défis des protestants congolais](#)

Avant d'être médecin et gynécologue, Denis Mukwege est fils de pasteur et pasteur lui-même, et c'est au nom de ses convictions protestantes qu'il s'est lancé dans un combat contre les violences faites aux femmes qui a failli plusieurs fois lui coûter la vie. Il témoigne d'une Église qui s'engage et ne connaît pas la langue de bois. «Vous, pasteurs», déclarait-il ainsi en 2017 en Namibie devant les invités de l'assemblée générale de la

Fédération luthérienne mondiale, «avez la possibilité de parler à beaucoup de personnes. C'est un pouvoir dont vous devez faire bon usage. Il faut dépasser l'inégalité entre hommes et femmes dans les Églises, sinon cela invalide tout le reste.»

Son action, son témoignage et sa reconnaissance internationale croissante lui valent d'être régulièrement en délicatesse avec le pouvoir congolais, dans un pays que Joseph Kabila, à la tête de l'État depuis la mort de son père, Laurent-Désiré Kabila, en 2001, dirige depuis décembre 2016 sans mandat. Une situation qui place les Églises en situation de fragilité, et fait d'elles des cibles du pouvoir : d'abord l'Église catholique, qui s'est impliquée dans une médiation face à la violence de la répression des

manifestations anti-Kabila – médiation dont elle a fini par se retirer devant le peu d'empressement du président à respecter les accords qu'elle s'efforçait d'obtenir ; ensuite, l'Église du Christ au Congo, principale Fédération protestante de RDC, dont le nouveau président élu le 19 août dernier, le pasteur André Bokundoa-Bo-Likabe, a décidé de rompre avec l'attitude jusqu'alors en vigueur de neutralité bienveillante vis-à-vis du pouvoir.

C'était, notamment, pour parler de ce rôle des Églises au sein de la société congolaise que Denis Mukwege avait reçu, en mars 2018, Jean-Luc Blanc, du Défap, alors en visite en RDC pour établir des liens avec l'Église du Christ au Congo. Si le prix Nobel de la paix qu'il vient de recevoir lui a valu des félicitations du bout des lèvres de

la part du gouvernement congolais, dont le porte-parole a rappelé qu'il «n'a pas toujours été d'accord et continuera à ne pas l'être (avec le docteur Mukwege), parce que l'humanitaire est sacré et ne doit pas être mêlé à des choses politiques», cette distinction a été accueillie avec enthousiasme par les communautés congolaises à l'étranger, et notamment en France.

Franck Lefebvre-Billiez

**Le Défap,
partenaire de la**

solidarité internationale

Outre son implication dans un réseau d'Églises, le Défap est un acteur engagé au sein du tissu associatif dans le domaine de la solidarité internationale. En dépit de sa taille modeste par rapport à de grandes organisations, son expérience est reconnue, et son expertise sollicitée lorsqu'il s'agit de réfléchir en commun aux grands défis que connaissent de nombreuses ONG.



Vue de l'AG de Coordination SUD ; au centre, Laura Casorio, représentant le Défap © Coordination SUD

La fin du printemps marque la période traditionnelle des assemblées générales du réseau associatif dont le Défap fait partie. [CLONG Volontariat](#), [Coordination Sud](#), [France Volontaires](#), [la Cimade](#), le [Collectif Haïti France](#), le [FONJEP](#)... autant d'engagements partenariaux qui témoignent d'un Défap connu et reconnu

comme acteur de la société civile, et en particulier comme acteur de la solidarité internationale et de la coopération française.

Des engagements qui ne sont toutefois pas exempts de questionnements ; et après avoir, ces dernières années, travaillé principalement au renforcement des partenariats entre Églises, le Défap a été appelé, en cette période d'AG, à s'interroger sur les priorités de ses actions avec ses partenaires associatifs.

Face aux défis de la solidarité internationale, les organisations françaises s'efforcent de se coordonner. Elles travaillent sur des orientations communes, concernant aussi bien les relations avec leurs partenaires locaux (quelle place doivent-ils prendre dans les projets de

développement – et tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'actions humanitaires ou d'interventions dans des situations d'urgence ?) que les relations avec le politique. Dans ce dernier domaine, le gros défi concerne les stratégies à adopter pour pousser à une inflexion de la politique française à l'étranger qui soit plus favorable aux populations fragilisées, face à des logiques qui mettent rarement l'être humain au centre des préoccupations. Au-delà de ces questions stratégiques, les acteurs français de la solidarité internationales réfléchissent aussi plus profondément sur le sens de leur action et de l'engagement de leurs membres. Ainsi, quel sens peut revêtir la coopération sans un engagement solidaire, personnel et inscrit dans un projet de vie de longue durée ?

Le Défap, une expérience reconnue

Pour aller plus loin :

- [Le CROP : intégrer les enfants sourds dans les écoles](#)
 - [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
- [Les Églises d'Europe aux côtés des migrants](#)
- [Présentation de la plateforme Solidarité protestante, dont fait partie le Défap](#)
- [Le conseil d'administration de la Cimade, dont fait partie le Défap](#)
 - [Présentation de l'Action Chrétienne en Orient, proche partenaire du Défap](#)
- [Migrants et réfugiés au Maroc](#)
- [Témoignage de Marie-Bénédicte Loze, envoyée auprès de la FEPH en Haïti](#)
 - [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

C'est dans ce cadre de réflexions que le Défap, même s'il est d'une taille modeste par rapport à de grandes ONG, a été sollicité à plusieurs reprises pour

partager son expérience et ses pratiques. Il a été amené à participer à des groupes de travail thématiques ou à des études spécifiques sur l'expatriation solidaire, sur la valorisation de l'engagement solidaire, sur les outils d'accompagnement de ceux qui s'engagent au service d'un projet ou d'une communauté locale...

Et l'expérience du Défap se montre très utile : dans ses actions à l'international, le Défap agit avec des partenaires qui bien souvent sont présents sur l'ensemble du territoire national, et avec lesquels il a su tisser des liens forts et durables. Seul organisme protestant ayant un agrément VSI, il envoie des volontaires pour travailler sur des projets entièrement gérés sur place. Dans plusieurs pays où il intervient, il a créé et participe à des plateformes

réunissant différents acteurs de la société civile.

Si le Défap n'est pas spécialisé dans un secteur d'activité spécifique, il joue un rôle de relais qui permet de faciliter des rencontres et des collaborations autour de projets concernant le développement, l'enseignement, la santé... Toutes ces actions mettant en jeu, dans chaque cas, des relations entre les Églises protestantes de France et d'autres pays. Quelques exemples :

- dans le domaine de la santé, le [CROP](#) et le projet d'enseignement pour les enfants sourds au Congo Brazzaville – un projet porté par le Défap ; [l'envoi d'un médecin](#) du consistoire de La Rochelle de l'EPUdF, le docteur Perrot, en appui à Célin Nzambé, ancien envoyé

de la Cevaa engagé désormais dans un vaste projet de réhabilitation d'hôpitaux appartenant à l'Église Presbytérienne Camerounaise ;

- concernant la question des migrants et des réfugiés, [l'implication du Défap auprès de la FEP](#) (la Fédération de l'Entraide Protestante), en première ligne dans l'accueil de Syriens arrivant des camps libanais via les «[couloirs humanitaires](#)» ; auprès de la [Cimade](#), qui défend les droits des étrangers ; auprès de l'[ACO](#) (Action Chrétienne en Orient), qui intervient au Moyen-Orient et notamment au Liban et en Syrie ; le soutien au [Comité d'Entraide International de l'EEAM](#) (l'Église Évangélique au Maroc) ;
- dans le domaine de l'enseignement, le Défap fournit un appui, à travers ses envoyés, à la [gestion](#)

de projets au sein de la FEPH, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti ;

· et plus largement, dans le domaine du développement et de la solidarité internationale, le Défap a aidé à l'organisation d'un «Séjour senior» au Cameroun – voyage qui a notamment permis de développer un projet de fours économiseurs de bois...

Au-delà de ces quelques exemples, le Défap joue un rôle de facilitateur dans les contacts entre ses partenaires et leurs financeurs, notamment les agences de développement françaises et européennes.

Acteur engagé dans le domaine de la solidarité internationale, le Défap est aussi confronté à des défis assez similaires à ceux que connaissent ses

partenaires associatifs. Pour les ONG, il s'agit de plaider pour remettre l'humain au centre des préoccupations ; pour le Défap, ce défi se décline dans le domaine de l'action diaconale. Dans une société de plus en plus laïcisée, quels sont les espaces qui permettent que s'expriment les valeurs de la fraternité, de la solidarité, de la centralité des relations humaines, du respect qui passe par la connaissance et la compréhension de l'autre à travers un témoignage commun ? Comment concilier, dans un milieu d'Églises, témoignage et action solidaire pour permettre un renforcement de capacités réciproque ? Une question qui n'est, finalement, pas autre chose qu'une transposition dans le vocabulaire des acteurs de la solidarité internationale du slogan «la mission ici et là-bas»...

Laos : Le SFE recherche d'urgence un chef de projet



***Service Fraternel d'Entraide – bureau
de Vientiane (Laos) © SFE***

Postes à pourvoir :

- Urgent : le SFE recherche un chef de projet, pour un projet de développement rural dans le Sud du Laos (lieu : KAPEU – DISTRICT DE THATÈNG) ; poste à pourvoir immédiatement pour une durée de 18 mois (*contacter le SFE pour plus de précisions sur le profil de poste*).
- Un conseiller en développement (en urgence, pour vacance temporaire) : voir [fiche de poste complète ici](#).
- Un coordinateur administratif : poste basé à Vientiane : voir [fiche de poste complète ici](#).
- Un médecin pour un hôpital provincial du sud : profil généraliste; formation en santé internationale; expérience en management de projet ; cf. [fiche de poste précise disponible ici](#)
- Un(e) infirmier-ère ou sage-femme pour un hôpital provincial du

sud cf. [fiche de poste précise disponible ici.](#)

- Des conseillers dans le développement communautaire avec des professionnels en santé, agronomie, eau ou développement : voir [fiche de poste complète ici.](#)

Le SFE en bref

Le SFE (Service Fraternel d'Entraide), ONG franco-suisse active depuis les années 70 au Laos, poursuit diverses activités principalement dans le domaine de la coopération médicale et du développement rural. Il coopère avec les services gouvernementaux et la population locale en établissant des relations de partenariat de longue durée afin de promouvoir un développement durable, dans le respect de la culture et de l'environnement du pays. Avec une quinzaine d'expatriés et une cinquantaine de collaborateurs nationaux, il vise à être au service des populations les plus défavorisées du pays.

Pour tous ces postes :

- **Engagement immédiatement ou à convenir**
- **Bonne capacité de travail en équipe multiculturelle**
- **Engagement à long terme souhaité (minimum 3 ans)**
- **Affectation sur le poste après 2 à 3 mois d'étude de la langue.**
- **Adhésion aux valeurs du SFE : un service et un témoignage de vie inspirés par l'Evangile.**

Intéressé(e)? Contacter france@sfe-laos.org pour des informations complémentaires.

Le Défap ne peut vous renseigner davantage sur ces postes. Merci de contacter directement le SFE – Service Fraternel d'Entraide.

Avec 300 euros, offrez un avenir à un enfant syrien

L'Association internationale Amel, en partenariat avec l'Église Protestante Française de Beyrouth et la Fédération Protestante de France, lance sa campagne 2017-2018 de parrainage d'enfants syriens à Beyrouth. Parce que la crise des réfugiés syriens au Liban menace toute une génération d'enfants, dont la majorité risquent de se retrouver privés des savoirs fondamentaux et donc des outils nécessaires lorsque viendra le temps de la reconstruction... Ils ont besoin de

vous.

Haïti dans la tourmente

La Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH) mobilise ses troupes pour accompagner les populations à l'heure où le pays ne bénéficie plus du support de la Minustah [mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti] et que la plupart des ONG ont quitté le pays.

Troisièmes Rencontres des acteurs chrétiens de la solidarité internationale » : un élan pour tous les participants

Deux jours pour se rencontrer, retrouver les fondamentaux, partager, construire ... c'est ce qu'ont permis les troisièmes « Rencontres des acteurs chrétiens de la solidarité internationale », les 9 et 10 juin dernier. Laura Casorio, déléguée du Défap et membre du Conseil ASAH, était présente à la rencontre. Sous la

bannière du collectif de l'ASAH, l'Association au Service de l'Action Humanitaire, ces journées ont été rythmées par l'assemblée générale le vendredi soir puis par des ateliers le samedi.